



# **NON À LA MILITARISATION ET À LA CONSCRIPTION DES MOYENS POUR LE BIEN-ÊTRE, PAS POUR LA GUERRE**



**Londres, 19 juin 2026**

Depuis cette Conférence internationale contre la guerre, nous élevons nos voix unies : contre la guerre et le génocide, contre la menace nucléaire grandissante, et pour la paix. Nous sommes réunis pour tirer la sonnette d'alarme : pour arrêter la marche à la guerre, ainsi que le nationalisme et le racisme qu'elle engendre. Ensemble, nous disons **NON** au réarmement et à la conscription, et **OUI** à des systèmes de santé, d'éducation et des services publics correctement financés, à des emplois décents et à des salaires plus élevés.

Nous reconnaissons et condamnons la complicité des gouvernements qui ont facilité et continuent de permettre le génocide en Palestine, qui ont alimenté l'horrible bain de sang et fait obstacle à un cessez-le-feu en Ukraine, qui ont attaqué l'Iran souverain, le Liban et le Yémen, et qui continuent de mener des guerres et des interventions militaires à travers le monde. Des millions de personnes sont mortes ou blessées, les infrastructures sont détruites, des vies et des espoirs sont anéantis, afin de sauver le système capitaliste qui engendre la guerre et la barbarie.

Nous n'acceptons pas la descente dans le chaos et la guerre, dont une grande part peut être imputée à l'impérialisme américain. Nous rejetons absolument l'intervention politique et militaire de Trump au Venezuela, ses menaces guerrières contre Cuba, et nous affirmons notre solidarité avec les peuples de tous les pays menacés par Trump et ses alliés.

Nous reconnaissons et condamnons également le rôle des gouvernements européens, en particulier ceux de Starmer, Macron et Merz, dans l'escalade de la marche à la guerre : nous rejetons leur préparation active à la guerre, qui se déploie sur tout le continent, l'augmentation constante des dépenses militaires de l'OTAN, et nous nous engageons à nous y opposer et à les faire reculer.

Nous rejetons la dégénérescence de nos sociétés provoquée par le pillage des richesses publiques, arrachées à nos territoires et à nos services publics pour être versées dans les poches des fabricants d'armes. Nous ne sommes pas dupes du faux récit selon lequel les dépenses d'armement permettraient de régénérer nos industries et nos économies. Nous soutiendrons et encouragerons la mobilisation syndicale contre les dépenses militaires.

Nous défendons de véritables investissements dans nos sociétés, afin de garantir une sécurité réelle aux travailleurs et à toute la population : pour nos systèmes de santé, pour des salaires et des conditions de travail décentes, pour les transports, l'éducation et le logement. Nous n'accepterons ni la conscription militaire ni la militarisation de l'éducation : nous ne permettrons pas que nos fils et nos filles soient envoyés tuer et se faire tuer.

Nous faisons face à des obstacles redoutables et à des défis sans précédent. Aujourd'hui, nous reconnaissons que la seule manière d'être efficaces face aux forces puissantes qui se dressent contre nous est de nous organiser internationalement et d'agir de manière stratégique dans l'intérêt des peuples. La solidarité est cruciale, comme l'est tout autant la coordination internationale, avec le mouvement ouvrier, pour riposter aux gouvernements bellicistes et à l'augmentation des dépenses militaires. Nous travaillerons ensemble à l'élaboration d'un cadre permettant d'aller de l'avant.

Construire ce mouvement est essentiel pour garantir un avenir à notre planète et à l'humanité. Tel est notre engagement aujourd'hui : organiser un mouvement irrésistible pour la paix, contre le projet impérialiste américain, et lutter pour la vie et les moyens d'existence de tous les travailleurs, pour un autre monde, meilleur.

Nous appelons à participer à :

- la journée du 10 octobre pour la Palestine, pour mettre fin à trois années de génocide et à des décennies d'occupation et d'apartheid ;
- un week-end d'action contre la militarisation et la conscription, les 21 et 22 novembre ;
- la journée d'action des dockers contre la guerre, en octobre, dont la date reste à confirmer.

Nous appelons également à promouvoir le logo de la conférence – de Paris et de Londres – afin de donner à nos actions une visibilité et un contenu internationaux, et de soutenir les réunions et initiatives s'appuyant sur cet appel.

## ILS ET ELLES SONT INTERVENUS AU MEETING CONTRE LA GUERRE DE LONDRES

**Diane Abbott**, députée du Labour Party, première femme noire élue au Parlement britannique, Grande-Bretagne ; **Yasmine Adam**, responsable de l'Association des musulmans de Grande-Bretagne ; **Mothin Ali**, vice-président du Green Party, Grande-Bretagne ; **Tariq Ali**, auteur et co-fondateur de la coalition Stop the War ; **Mustafa Barghouti**, médecin, initiative nationale palestinienne ; **Medea Benjamin**, co-fondatrice de Codepink: Women for Peace, Etats-Unis ; **Sophie Bolt**, secrétaire générale de la campagne pour le désarmement nucléaire, Grande-Bretagne ; **Richard Burgon**, député du Labour Party, Grande-Bretagne ; **Maurizio Coppola**, coordinateur national de Potere al popolo, Italie ; **Jeremy Corbyn**, député, Grande-Bretagne ; **Lorena Delgado Varas**, députée de « Future Left » et membre de la flottille Sumud pour Gaza, Suède ; **Eddie Dempsey**, secrétaire général du syndicat des travailleurs du rail, du transport et du maritime RMT, Grande-Bretagne ; **Ulrike Eifler**, syndicaliste IG Metall, Allemagne ; **Amara Enyia**, co-directrice du Movement for Black Lives, Etats-Unis ; **Maryam Eslamdoust**, secrétaire générale du syndicat national TSSA, Grande-Bretagne ; **Abdullah Farooq**, comité politique national de DSA (Democratic Socialists of America), Etats-Unis ; **Andrew Feinstein**, ancien député du Congrès national sud-africain ; **Lindsey German**, coordinatrice de la coalition Stop the war, Grande-Bretagne ; **Giorgios Gogos**, président du syndicat des dockers de l'Autorité portuaire du Pirée, Grèce ; **Jo Grady**, secrétaire générale du syndicat UCU (University and College Union, syndicat des personnels de l'enseignement supérieur), Grande-Bretagne ; **Fran Heathcote**, secrétaire générale du syndicat PCS (Public and commercial Service union, fonctionnaires d'Etat), Grande-Bretagne ; **Ian Hodson**, secrétaire général du BAFWU (Bakers Food and Allied Workers Union, syndicat des boulangers et de l'alimentation), Grande-Bretagne ; **Daniel Kebede**, secrétaire général du syndicat national des enseignants NEU, Grande-Bretagne ; **Felix Kreklow Rojas**, étudiant, organisateur de la grève contre la conscription le 8 mai 2026, Allemagne ; **Peter Leary**, Palestine Solidarity Campaign (campagne pour la solidarité avec la Palestine), Grande-Bretagne ; **Jérôme Legavre**, député LFI et militant du POI, France ; **Cati Llibre**, vice-secrétaire générale de l'UGT de Catalogne ; **Peter Mertens**, dirigeant du Parti des Travailleurs Belge (PTB), Belgique ; **Irene Montero**, députée européenne, Podemos, Espagne ; **Clément Poulet**, secrétaire général du syndicat de l'enseignement et de la culture FNEC-FP-FO ; **John Rees**, Stop the War coalition, Grande-Bretagne ; **Igor Romanchuk** (Ukraine) et **Andreï Demidov** (Russie), militants contre la guerre ; **Jordi Salvador Duch**, député et ancien dirigeant de l'Union Générale des Travailleurs (UGT) de Tarragone, Espagne ; **Zarah Sultana**, députée, Grande-Bretagne ; **Micaela Tracey-Ramos**, membre du comité national exécutif de UNISON, Grande-Bretagne ; **Jon Trickett**, député du Labour Party, Grande-Bretagne.

REVOIR LA VIDÉO DU MEETING DE LONDRES

[WWW.CONTRELAGUERRE.FR](http://WWW.CONTRELAGUERRE.FR)